

Il y a soixante ans: **la LDH face**

Au début des années 1950, la LDH a vigoureusement dénoncé la vague d'antisémitisme qui s'est propagée en URSS et dans les pays sous son influence, marquée par de nombreuses exécutions capitales. Soixante ans plus tard, il est important de rappeler cet engagement.

Gilles MANCERON,
membre du Comité
central de la LDH

(1) Comme l'écrivain David Bergelson, l'historien Joseph Yuzefovich, le comédien Benjamin Zuskin, les éditeurs Ilya Vatenberg et Emilia Teumim, les traducteurs Leon Talmy et Khayke Vatenberg-Ostrowskaya, et les poètes Itzik Fefer, Leib Kvitko, Peretz Markish et David Hofstein.

(2) Comme l'écrivain Der Nister, mort dans un hôpital carcéral en 1950, et Solomon Bregman, ancien ministre et député soviétique, mort en prison le 23 janvier 1953.



© DR

Au début de 1948, a commencé une répression systématique en URSS, puis dans les pays de l'Europe de l'Est sous son contrôle, visant notamment les cadres communistes juifs qui avaient participé aux Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, puis à la guerre contre le nazisme. Cette répression n'a cessé de croître jusqu'à la mort de Staline en mars 1953, et s'est poursuivie au-delà. Bien qu'une partie des procès et exécutions aient été tenus secrets, la LDH s'est efforcée de rassembler les informations à leur sujet, et n'a cessé d'exprimer ses protestations dans les réunions qu'elle a organisées et dans sa revue d'alors, *Les Cahiers des droits de l'Homme*.

La répression a commencé en janvier 1948 avec l'assassinat, à Minsk, par la police de Staline,

du président du Comité antifasciste juif d'Union soviétique, Solomon Mikhoels, directeur du Théâtre juif d'Etat de Moscou. Suivi de l'arrestation puis du procès de ses autres responsables, qui avaient participé à la lutte contre le nazisme. Entre avril et juillet 1952, lors de délibérations secrètes, le conseil militaire de la Cour suprême a condamné à mort treize d'entre eux pour «*déloyauté*», «*nationalisme bourgeois*» et «*cosmopolitisme*». Certains occupaient de hautes fonctions comme Solomon Lozovski, ancien vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Boris Shmeliovich, médecin en chef de l'Armée rouge, les autres étaient des intellectuels reconnus ⁽¹⁾. Ils ont aussitôt été secrètement exécutés dans la nuit du 12 au 13 août 1952, que les dissidents russes appelleront «*la nuit des poètes assassinés*». D'autres sont

morts en prison après avoir été torturés ⁽²⁾. Au total, ce sont cent vingt-cinq condamnations, dont vingt-cinq à la peine capitale, et plusieurs milliers de juifs d'URSS arrêtés ou chassés de leur travail, notamment dans les milieux de la culture, de la presse, de l'édition et de la médecine.

La répression antisémite s'étend à l'Est

Cette vague d'antisémitisme était liée à l'évolution des relations de l'URSS avec Israël. Premier pays à reconnaître cet Etat, elle constata vite en ce début de guerre froide qu'il se rangeait plutôt dans le camp opposé. Rapidement, la répression stalinienne s'est étendue à tous les pays de sa sphère d'influence. En février 1949, en Hongrie, Laszlo Rajk, ancien des Brigades internationales puis interné en France au camp du Vernet, devenu ministre des

à l'antisémitisme à l'Est



L'antisémitisme est confirmé quand, à Prague, a lieu du 20 au 27 novembre 1952 le procès de Rudolf Slansky, secrétaire général du PC tchécoslovaque, et de treize autres inculpés, dont dix sont juifs.

Affaires étrangères, est accusé de trahison, son procès a lieu en septembre 1949. Dix-huit autres personnes sont jugées avec lui, à qui on reproche notamment leurs relations avec Noël Field, actif en Suisse dans le sauvetage des juifs survivants des camps nazis et accusé d'être le chef d'un réseau d'espionnage occidental. Torturés en prison, ils admettent tout ce dont on les accuse; trois sont condamnés à mort, Rajk est pendu le 15 octobre 1949. La LDH, dans un communiqué, met en doute les aveux des accusés. François Fejtö, qui s'impliquera dans la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH), démissionne de la direction du bureau de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris et publie, dans la revue *Esprit* de novembre 1949, un long article intitulé «L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale».

Quand la répression s'étend à la Bulgarie, la LDH dénonce les procès de Nicolas Petkov, arrêté avec vingt-quatre autres députés et pendu en septembre 1947, et du dirigeant communiste Traïtcho Kostov, condamné à mort et pendu en décembre 1949. Les choses prennent un caractère ouvertement antisémite avec l'arrestation en Roumanie, au début de 1952, d'Anna Pauker, la ministre des Affaires étrangères, née Hannah Rabinsohn, accusée de «cosmopolitisme». Le ministre des Finances Vasile Luca, écarté en mars 1952, est arrêté, comme sa femme Elisabeta Birman, ancienne des Brigades internationales; condamné à mort, il mourra en détention en 1963. Le secrétaire adjoint du PC roumain Teohari Georgesco, démis de ses fonctions en mai 1952, est arrêté en février 1953, avec sa femme et ses deux enfants. Sous la torture, il reconnaît tout ce dont on l'accuse, et ne sera libéré qu'en avril 1956, après la mort de Staline.

Les condamnations du procès de Prague

L'antisémitisme est confirmé quand, à Prague, a eu lieu du 20 au 27 novembre 1952 le procès de Rudolf Slansky, secrétaire général du PC tchécoslovaque, juif comme Anna Pauker, et de treize autres inculpés, dont dix sont juifs. Tous avaient combattu le nazisme et étaient communistes ou proches d'eux⁽³⁾. Le 3 décembre 1952, Slansky est pendu avec dix autres condamnés à mort, dont huit sont juifs, Clementis, Fischl, Frank, Frejka, Geminder, Margolius, Reicin, Katz, Sling et Schwab, tandis qu'Artur London, Hajdu et Löbl sont condamnés à la prison à perpétuité. Lors d'un meeting à la Mutualité pour dénoncer ce

« Les persécutions antisémites se sont poursuivies en URSS lorsque Staline, entre l'été 1952 et janvier 1953, a dénoncé le « complot des blouses blanches ». Une dizaine de médecins soviétiques, pour la plupart juifs, ont alors été arrêtés, accusés d'avoir assassiné des dirigeants. »

(3) Vladimir Clementis, ministre des Affaires étrangères, Artur London et Favro Hajdu, vice-ministres des Affaires étrangères, Otto Fischl, vice-ministre des Finances, Eugen Löbl et Rudolf Margolius, vice-ministres des Affaires commerciales, Josef Frank, secrétaire général adjoint du PC, Ludvík Frejka, chef du Comité de l'économie, Bedrich Geminder, chef de la section internationale du secrétariat du PC, Bedrich Reicin, vice-ministre de la Défense nationale, Otto Katz, alias André Simone, directeur du journal *Rude Pravo*, Otto Sling, secrétaire régional du PC, et Karel Schwab, vice-ministre de la Sécurité d'Etat.

(4) Avec lui, Wladimir Vinogradov, le général et médecin-chef de l'Armée soviétique, Miron Vovsi, et les autres médecins Alexandre Feldman, Yakov Rapoport, Boris Kogan, Mikhail Kogan, Alexandre Grinshtein, Mikhail Egorov et Yakov Temkin.

procès, Emile Kahn, secrétaire général de la LDH, donne lecture de son communiqué du 1^{er} décembre, intitulé «Contre le procès de Prague». Leurs corps sont immédiatement incinérés, leurs cendres dispersées le long d'une route pour qu'ils ne puissent pas avoir de sépulture. Les familles, qui n'avaient pas été prévenues du procès, ne le furent pas davantage de l'exécution.

Le « complot des blouses blanches »

Les persécutions antisémites se sont poursuivies en URSS lorsque Staline, entre l'été 1952 et janvier 1953, a dénoncé le « complot des blouses blanches ». Une dizaine de médecins soviétiques, pour la plupart juifs, sont arrêtés, accusés d'avoir assassiné des dirigeants, dont le cardiologue Yakov Etinguer, le médecin personnel de Staline⁽⁴⁾, et torturés ainsi que des membres de leurs familles. Des articles de la Pravda font que, dans tout le pays, plusieurs centaines de médecins et pharmaciens juifs, accusés d'empoisonner leurs patients, sont arrêtés, d'autres boycottés, leurs familles sont prises à partie, certains de leurs enfants sont arrêtés à leur tour. Dans plusieurs cas, on est au bord du pogrom.

Des protestations étant émises en Israël, l'Union soviétique rompt ses relations diplomatiques avec cet Etat, le 11 février 1953. Le 12 février, Maria Weizmann, la sœur du premier président d'Israël, Chaim Weizmann, est arrêtée. *L'Humanité* publie, le 22 janvier, un communiqué: «Lorsque, en Union soviétique, est arrêté le groupe des médecins assassins travaillant pour le compte des services d'espionnage terroristes anglo-américains [...], la classe ouvrière applaudit de

**Cet antisémitisme
a tendance
aujourd'hui
à ne plus être
gardé en mémoire
que par
les partisans
les plus
inconditionnels
des politiques
expansionnistes
israéliennes.
La gauche
française semble
en avoir perdu
le souvenir.**

toutes ses forces.» A l'opposé, la LDH s'est indignée: «Le Comité central de la LDH, profondément ému par le renouveau d'antisémitisme que révèlent les poursuites intentées à un nombre important de médecins, surtout israélites, à Moscou, et la nature même de ce procès, inquiet de retrouver les mêmes signes que dans le procès Slansky en Tchécoslovaquie, considérant que l'antisionisme apparaît en l'occurrence comme l'une des formes de l'antisémitisme, s'attriste et s'indigne de voir renaître l'exploitation du racisme que l'on croyait disparu avec l'hitlérisme; et fait appel à la conscience du monde civilisé pour qu'une protestation unanime s'élève contre le retour de passions et de pratiques qui dés-

honorent l'humanité.» Après la mort de Staline, le 5 mars 1953, sept des médecins poursuivis retrouveront la liberté, mais certains sont morts durant leurs interrogatoires, dont Yakov Etin-guer, dont le corps n'a jamais été rendu à sa famille. Le fils adoptif de celui-ci, auparavant orphelin rescapé de la Shoah, qui porte les mêmes noms et prénoms, deviendra l'un des fondateurs de l'association Mémorial, actuellement membre de la FIDH.

L'antisémitisme à l'Est, «trou de mémoire»

Ce mouvement de répression se prolongera au-delà de la mort de Staline. En Tchécoslovaquie, Oswald Zavodsky sera exécuté en mars 1954. Soixante ans plus

tard, il est important de rappeler l'engagement de la LDH sur cette question, qu'elle a poursuivi sous l'impulsion de Daniel Mayer, jusqu'à la fin de l'URSS. Devenu président de la LDH en 1958, il a présidé en 1960 et 1964, à Paris, des conférences internationales sur la situation des juifs en Union soviétique, qui ont pointé les discriminations dont ils étaient victimes – par exemple, il y avait 60% de juifs parmi les condamnés pour crime économique, dont certains à la peine de mort, alors qu'ils ne représentaient que 1,1% de la population et 10% du secteur tertiaire. A partir de 1969, ces efforts ont permis à un nombre croissant d'entre eux de quitter l'URSS: cinquante mille jusqu'en 1979, deux cent mille

L'instrumentalisation, par l'URSS, de l'affaire Rosenberg

C'est au moment où une répression meurtrière frappait de nombreux juifs en URSS et dans le monde soviétique qu'entre l'été 1952 et l'été 1953 s'est développée la campagne pour les Rosenberg. Julius et Ethel Rosenberg avaient été arrêtés deux ans plus tôt à New-York, en juillet et août 1950. Comme l'ont montré différents travaux d'historiens depuis vingt ans et comme l'a reconnu leur fils Robert Meeropol, notamment dans l'interview publié récemment, le 16 juin 2013, par le quotidien *La Marseillaise*, ils étaient de petits espions pour l'URSS. Au terme d'un procès inéquitable et sous l'allégation fantaisiste d'avoir transmis les secrets de la bombe atomique américaine, ils ont été condamnés à mort le 5 avril 1951. Mais durant toute l'année qui a suivi cette condamnation,

l'URSS comme les différents journaux communistes dans le monde étaient restés silencieux sur cette affaire, où avaient également été condamnés Morton Sobell – qui reconnaîtra plus tard, au terme d'une longue peine d'emprisonnement aux Etats-Unis, avoir effectivement transmis, lui aussi, des renseignements à l'URSS – et un diplomate soviétique, Anatoli Yakovlev, jugé *in absentia*, qui avait discrètement regagné l'URSS. Le quotidien communiste américain, le *Daily Worker*, n'a commencé à en parler que le 28 février 1952, et *L'Humanité* ne l'a fait que le 20 avril 1952, près de deux ans après leur arrestation. Mais, trois mois plus tard, alors que la répression s'abattait sur les juifs soviétiques et les accusés de Prague, elle a publié du 29 juillet au 4 août 1952

une série de cinq articles qui présentaient les Rosenberg comme des citoyens américains ordinaires, pourchassés en raison de leurs opinions pacifistes, le dernier disant qu'ils étaient juifs et faisant le parallèle avec les persécutions nazies. Or, si l'on peut reprocher bien des choses à la procédure contre les Rosenberg et à l'atmosphère d'hystérie anticommuniste qui l'entourait, elle ne témoignait pas d'antisémitisme. Dénoncés par le frère d'Ethel, David Greenglass, juif comme elle (tout comme sa femme Ruth, ou comme Harry Gold, qui avait dénoncé Greenglass), les Rosenberg ont été condamnés à la demande d'un procureur et de son adjoint, tout deux juifs, par un juge, Irving R. Kaufman, juif lui aussi. Jusqu'à leur exécution, le 19 juin 1953, à la prison de Sing-Sing, près de New-



puis cinq cent mille dans les deux décennies suivantes. Après les massacres perpétrés par les nazis, c'est cet antisémitisme en URSS qui a relancé l'émigration vers Israël, compliquant gravement la

situation du peuple palestinien. Or cet antisémitisme a tendance aujourd'hui à ne plus être gardé en mémoire que par les partisans les plus inconditionnels des politiques expansionnistes israéliennes. La gauche française semble en avoir perdu le souvenir. Trop oublié est le témoignage exceptionnel d'Artur London, l'un des accusés du procès de Prague, dont le livre *L'Aveu*, paru chez Gallimard en février 1969, relate les vingt-sept mois de tortures qu'il a subies dans un isolement absolu, accompagnées constamment d'injures antisémites déguisées sous le vocable d'antisionisme. Elle semble avoir conservé davantage en mémoire la campagne pour les Rosenberg, marquée pourtant de

multiples ambiguïtés (voir encadré ci-dessous).

A partir du livre d'Artur London, Costa Gavras a réalisé en 1970 un grand film où Yves Montand et Simone Signoret ont jeté toutes leurs forces et leur talent pour racheter leur aveuglement de l'époque. Le 24 septembre 2013, France 2 l'a diffusé... entre une heure et trois heures du matin. Il n'y a pas que le passé colonial qui soit un trou de la mémoire française, le système soviétique avec ses dérives antisémites paraît en être un autre, que continue à recouvrir les échos des mythes d'hier. Il ne faudrait pas qu'il engloutisse jusqu'au souvenir de ceux qui, comme la LDH à l'époque, avaient su dénoncer ce système. ●

**« La LDH s'est
attachée
à dénoncer
avant tout
les arrestations
et exécutions
à l'Est, véritables
« affaires
Dreyfus de la
guerre froide »,
qui étaient
sa principale
préoccupation,
tout en
demandant
la grâce
des Rosenberg
au nom de son
refus de la peine
de mort. »**

York, les articles de *L'Humanité* répétant qu'ils étaient condamnés pour leurs opinions pacifistes et parce qu'ils étaient juifs étaient systématiquement juxtaposés à d'autres justifiant la répression en URSS et à l'Est, et... y démentant tout antisémitisme.

Le 23 juillet 1952, par exemple, un article dénonçait en Roumanie les « traîtres » Anna Pauker, Vasile Luca et Teohari Georgesco, et, le 27 novembre, le journal titrait « Pour Slansky et ses complices, un seul châtement équitable : la mort ». Par ailleurs, le 12 août 1952, pour la première fois, un article critiquait l'Etat d'Israël.

Le procès des Rosenberg n'est pas celui de Prague

La LDH, de son côté, s'est attachée à dénoncer avant tout les arrestations et exécutions à l'Est, véritables « affaires Dreyfus de la guerre froide », qui étaient sa principale préoccupation, tout en demandant la grâce des

Rosenberg au nom de son refus de la peine de mort. Dans son communiqué du 16 février 1953, elle demandait un « geste d'humanité », sans mettre sur le même pied le procès des Rosenberg et le procès Slansky ou les persécutions antisémites dans l'URSS de Staline. Dans une lettre du 2 décembre 1952 au président Truman, au nom de son Comité central, le président de la LDH écrivait : « En demandant la grâce des époux Rosenberg, la Ligue n'assimile pas la procédure des tribunaux américains à celle qui a été suivie à Prague. Elle ne confond pas la publicité des audiences avec un procès clandestin, ni la liberté de la défense avec la partialité imposée aux témoignages et plaidoiries, ni la régularité des recours avec l'exécution précipitée de la sentence. Mais, selon sa tradition constante, elle redoute les effets irréparables de l'exécution

capitale. Tout jugement humain, même le plus scrupuleux, est susceptible d'erreur. Ce que la Ligue sait du procès Rosenberg lui laisse un doute sur le bien-fondé de l'accusation. »

Mais la campagne impulsée par le Parti communiste français et le Comité de défense des Rosenberg a été une formidable réussite. Elle est parvenue à cultiver la confusion entre la thèse d'une persécution antisémitique d'un délit d'opinion aux Etats-Unis et le point de vue de ceux qui demandaient la grâce au nom de leur refus de la peine de mort et de leurs doutes sur l'accusation. Tout en réussissant à détourner l'attention de la répression antisémitique à l'Est, elle est parvenue à rassembler un grand nombre de personnalités et à éclipser les véritables « affaires Dreyfus » d'alors qu'étaient le procès de Prague, la répression du Comité antifasciste juif et du prétendu « complot des blouses blanches » en URSS.